

“ Si les mexicains veulent constituer un nouveau gouvernement de nature à rétablir l'ordre et à conserver des relations amicales avec les nations étrangères, le gouvernement de la reine sera charmé de saluer la formation et d'appuyer la consolidation de ce gouvernement.

“ Si, au contraire, les troupes des puissances étrangères doivent servir à installer un gouvernement qui répugnerait aux sentimens du Mexique, et à l'appuyer par les bayonnettes, le gouvernement de la reine ne pourrait pas compter sur d'autre résultat d'une telle tentative que la discorde et le désappointement. Dans ce cas, les gouvernemens alliés n'auraient qu'à choisir entre l'abandon d'une telle entreprise avec quelque honte, ou l'extension de leur intervention au-delà des limites de l'objet et de l'esprit de la triple Convention.

“ Vous expliquerez au maréchal O'Donnell que cette appréhension de notre part ne vient pas de ce que nous ayons quelque soupçon sur la bonne foi du gouvernement de S. M. C.; mais des chefs d'expédition agissant à une grande distance doivent être soigneusement surveillés, de peur qu'ils ne compromettent leur gouvernement par des procédés injustifiables.

“ Vous lirez cette dépêche à M. Calderon Collantes.

“ Signé, RUSSELL.”

A la même époque le bruit se répandit aux quatre coins cardinaux de Paris que M. de Laurencez, envoyé au Mexique avec les renforts dont il est parlé dans la dépêche de Lord John Russell à l'ambassadeur britannique près la cour des Tuileries, pour y prendre le commandement en chef des troupes françaises, avait la mission expresse d'y préparer un trône sur le quel devait s'asseoir une altesse romanesque, selon l'expression de Jules Favre, quoique allemande, et qui porte dans l'almanach de Gotha le nom de Maximilien d'Autriche. Ces bruits étaient colportés par les officiers de l'expédition: Lord Cowley les crut assez graves pour en faire l'objet d'une explication avec M. de Thouvenel; et la dépêche qu'il adressa à son gouvernement au sujet de ces bruits et de la réponse qui lui avait été faite, établit

malheureusement que S. E. n'est guère plus forte en diplomatie politique, que ne l'était le marquis de la Châtre en diplomatie amoureuse¹.

Le comte Cowley au comte Russell (reçue le 25 janvier.—Extrait).

“ Paris 24 janvier 1862.

“ J'ai entendu dire de tant de côtés que les officiers qui se rendent au Mexique avec des renforts disent qu'ils y vont dans le but de placer l'archiduc Maximilien sur le trône du pays, que j'ai cru nécessaire de questionner M. de Thouvenel à ce sujet.

“ Je lui ai demandé si des négociations étaient pendantes entre la France et l'Autriche au sujet de l'archiduc Maximilien. S. E. m'a répondu négativement. Elle m'a dit que les négociations avaient été entamées par des mexicains seuls qui s'étaient rendus à Vienne dans ce but.

“ Signé, COWLEY.”

La vérité, celle du moins qui a été confessée par M. Billaud, le 26 juin dernier, en présence du corps législatif, c'est que, tout en déclarant, devant Dieu et devant les hommes, qu'on ne voulait pas intervenir dans les affaires intérieures de la République, on prétendait cependant renverser à tout prix le gouvernement de M. Juarez, et l'on voulait le renverser sans savoir au juste de quelle manière on le remplacerait.

Nous n'examinerons pas s'il peut être possible au gouvernement de la France de renverser en ce pays le gouvernement constitutionnel pour le remplacer par telle ou telle forme de gouvernement, et de

¹ Le marquis de la Châtre, amant de la fameuse Ninon de l'Enclos, exigea avant de partir pour l'armée, un billet signé de sa charmante maîtresse, par le quel elle s'engageait sur l'honneur à lui rester fidèle pendant son absence. Ninon le lui remit, mais à peine eut-il disparu qu'elle donna sa survivance au marquis de Villarceaux et dans les momens les plus tendres de ses entretiens avec ce dernier, elle s'écriait joyeusement en frappant ses petites mains l'une contre l'autre: *Ah! le bon billet qu'a La Châtre!*

prétendre ensuite qu'il ne veut pas intervenir dans les affaires intérieures de la République; ce sont là des discussions purement logomachiques, dont la subtilité nous échappe et que nous abandonnons de grand cœur aux profonds politiques qui ont l'habitude de perdre leur temps à chercher les moyens de couper un cheveu en quatre. Nous acceptons la déclaration de M. Billaud pour ce qu'elle vaut; si l'ont veut pour ce que ce ministre prétend qu'elle vaut, sans y rien ajouter, sans en rien retrancher, et uniquement parcequ'il nous répugne de croire et de soutenir avant d'en avoir les preuves en mains, que dans l'affaire du Mexique M. Billaud a consenti à jouer le rôle qu'ont représenté avant lui MM. Odilon Barrot et Falloux dans l'affaire de Rome. Nous admettons donc sur la seule parole de ce ministre qu'on ne veut en aucune manière faire violence aux sentimens du pays; et, ce qui est beaucoup plus facile à croire, que l'armée française arrivera jusqu'à Mexico; et nous nous demandons, sans pouvoir rien y comprendre: que fera-t-on après?

Si l'expédition ne se compose que de 15 à 20,000 hommes, et jusqu'à présent nous ne voyons rien qui nous autorise à supposer qu'il en soit autrement, l'armée française arrivera facilement dans la capitale, du moins nous le croyons ainsi; mais comme il faudra garder un cordon de 90 lieues environ, de la capitale jusqu'à Veraacruz, afin que les communications entre ces deux villes ne soient pas interceptées, elle se trouvera, vis-à-vis des populations de plus en plus hostiles de l'intérieur, dans une situation exactement semblable à celle où se trouve en ce moment la division de M. de Laurencez vis-à-vis de la capitale, et nous demandons, pour la seconde fois: que fera-t-on après?

On fera, répond M. Billaud, un appel aux populations du pays, pour savoir si elles veulent, *oui* ou *non*, maintenir ce qu'il appelle, pour les besoins de sa cause, *la tyrannie de M. Juarez*.

Soit: on fera cet appel; mais de quelle manière le fera-t-on?

Par trois fois déjà, les commissaires alliés d'abord, puis les commissaires français, puis enfin, M. Almonté, ont procédé de cette manière, c'est-à-dire par voie d'appel aux populations, et si nous en exceptons quelques hommes tarés tels que Marquez, Taboada, Buitron et Galvez, personne encore n'a daigné leur répondre: nous sommes donc autorisés à demander pour la troisième fois: que fera-t-on après?

On ira à l'intérieur, exactement comme on est venu à Mexico, afin d'y délivrer ceux qui, dans les vocabulaires à l'usage de la réaction, se nomment entre-eux les *honnêtes gens*, de la tyrannie de Juarez, et leur donner, grâce à l'appui des bayonnettes de la France, un courage qu'ils n'auraient jamais sans cela.

Soit encore: mais alors, pour occuper seulement la grand' route de Veraacruz au Manzanillo et à San Blas, c'est-à-dire de l'Atlantique au Pacifique, au lieu de 15 à 20,000 hommes, il en faudra, 50,000 au moins, et après?

Il faudra soumettre à tout prix les populations situées sur la droite et sur la gauche de cette ligne, c'est-à-dire l'intérieur tout entier, le Nord et le Sud de la République, ce qui nécessitera encore un renfort de 50,000 hommes, et après?

Après avoir ainsi prodigué l'or et le sang de la France pour la satisfaction d'un intérêt complètement opposé à la mission de notre pays, il pourrait arriver en cette situation extrême, nous parlons toujours dans la supposition que l'on n'a pas l'intention de faire violence aux sentimens du pays, que le nom de M. Juarez sorte en définitive de l'urne et se jette, en signe de dernière protestation, aux bayonnettes françaises étonnées, comme en 1848, le nom de Bonaparte, sortit des entrailles mêmes du peuple, et fut jeté à l'Europe ébahie comme la seule réponse de la France aux insolentes déclarations des 21 décembre 1813 et 13 mars 1815¹.

Pour la sixième fois nous demandons: Que fera-t-on après?

Après, répond M. Billaud forcé dans ses derniers retranchemens: après, *si la nation nomme de nouveau M. Juarez, nous répondrons AINSI SOIT-IL et tout sera dit.*

1 Français, la victoire a conduit les armées alliées sur votre frontière; elles vont la franchir. *Nous ne faisons, pas la guerre à la France, &c.*"

(Déclaration du prince de Schwartzenberg, en date du 21 décembre 1813).

" Les puissances déclarent que Napoléon Bonaparte s'est placé hors des relations civiles et sociales, et que comme ennemi et perturbateur du repos du monde, il s'est livré à la vindicte publique."

(Déclaration à Vienne, des souverains alliés, en date du 13 mars 1815.)

Certes, il fallait à l'avance s'être assuré de tout ce qu'une majorité complaisante pouvait accepter de non sens, pour oser soutenir une pareille doctrine devant les représentans du pays. Le gouvernement anglais ne fit pas comme le corps législatif. Il avait, dans plus d'une occasion, fait lui-même des promesses semblables, et il savait, par l'histoire de son passé, combien peu elles avaient pesé dans la balance de ses déterminations ultérieures. Il écrivit donc à son représentant, sir Charles Wyke, que dans le cas où le peuple mexicain, par un mouvement *spontané*, placerait l'archiduc Maximilien sur le trône de Moctezuma, il ne voyait pas de motif pour l'empêcher de se passer cette fantaisie; mais qu'il ne devrait en aucun cas prendre part à une intervention qui aurait pour but de lui imposer un gouvernement contraire à la volonté du pays. C'est-à-dire, qu'aux yeux de Lord Russell, l'Angleterre se trouverait par ce seul fait dégagée des engagements contenus dans la Convention du 31 octobre 1861. Voici cette dépêche:

Le comte Russell à sir C. Wyke.

“ Foreign-Office, 27 janvier.

“ Monsieur; j'ai reçu vos dépêches du 18 et du 23 novembre, et je les ai mises sous les yeux de la reine. Depuis que je vous ai écrit, l'empereur des français a décidé d'envoyer 3,000 hommes de plus à la Vera Cruz.

“ On suppose que ces forces marcheront sur Mexico avec les troupes françaises et espagnoles qui sont déjà au Mexique. On dit que l'archiduc Ferdinand-Maximilien sera invité par un grand nombre de Mexicains à monter sur le trône du Mexique, et que le peuple mexicain sera joyeux de ce changement dans la forme de son gouvernement.

“ J'ai peu à ajouter à mes premières instructions à ce sujet. Si le peuple mexicain, par un mouvement *spontané*, place l'archiduc autrichien sur le trône du Mexique, nous n'avons pas à l'empêcher, cela n'est pas dans notre Convention.

“ D'un autre côté, nous ne pourrions prendre part à une inter-

vention par la force dans ce but. Les Mexicains doivent consulter leurs propres intérêts.

“ J'ajouterai à mes premières instructions, relativement aux amiraux qui commandent dans l'Atlantique et le Pacifique, que vous ne ferez aucune objection à ce qu'ils retirent les troupes de marine de la Vera Cruz, lorsque viendra la mauvaise saison.

“ Vous ne ferez pas non plus d'objections aux mesures qui pourront être prises de concert par le plus ancien officier de marine à la Vera Cruz et l'amiral Maitland pour l'occupation ou le blocus de l'un ou de tous les ports du Mexique sur le Pacifique, qu'il sera nécessaire de bloquer ou d'occuper pour l'exécution de la Convention. Il s'agit surtout d'Acapulco, de Mazatlan et de San Blas.

“ Je suis, etc.

“ RUSSELL.”

De son côté M. Wyke, dans une dépêche datée du 29 décembre 1861, c'est-à-dire, antérieure de huit jours à l'arrivée des escadres combinées de France et d'Angleterre, racontait à Lord Russell l'effet produit au Mexique par la nouvelle de la formidable coalition qui se préparait contre lui, et annonçait en ces termes les espérances que faisait naître auprès de lui l'entrée de M. Manuel Doblado au ministère des affaires étrangères.

Sir C. Wyke au comte Russell (reçue le 29 janvier 1862).

La nation est maintenant très effrayée de la coalition formidable qui se forme contre elle, et elle sera plus disposée à accorder ce que nous demandons avant que le sang ne soit versé et que les passions n'aient été excitées, comme elles le seront alors que la lutte avec les espagnols sera engagée.

Le rejet de ma Convention par le Congrès, telle que je l'ai exposé dans ma correspondance du mois dernier, a eu l'effet de renverser le dernier cabinet, et la crise qui s'en est suivie a amené l'élévation du général Doblado, qui n'a consenti à former un gouvernement qu'à la

condition où de pleins pouvoirs lui seraient conférés par le Congrès, afin de l'autoriser à terminer, de la manière qui lui paraîtrait la meilleure, les questions en litige avec les trois puissances. Les ayant obtenus, il a ajourné l'assemblée jusqu'au mois d'avril prochain, et maintenant il demeure libre de faire avec nous les meilleurs arrangemens qu'il pourra. *C'est un homme d'un talent et d'une influence telle dans le pays, que les chefs réactionnaires commencent à déposer les armes et à donner leur adhésion à son élévation, car il s'occupe à former un cabinet des hommes les plus capables qu'il pourra trouver, sans avoir égard à leurs opinions politiques.* Son premier acte a été de m'engager à ne pas quitter le Mexique, car il était, m'a-t-il dit, maintenant à même de conclure avec moi un arrangement qui donnerait à l'Angleterre des garanties positives pour l'exécution des engagemens du Mexique envers nous.

Comme cette ouverture m'était faite après l'arrivée de la malle du mois dernier qui m'apportait des journaux anglais dans lesquels il était annoncé positivement qu'il allait être formé une convention par laquelle les trois puissances s'engageraient à une intervention collective au Mexique, je ne pouvais naturellement profiter d'une offre qu'en d'autres circonstances j'aurais été heureux d'accepter.

Tout dépend de la manière dont les choses seront d'abord traitées ici. Si l'intervention est bien reçue, elle sera pour le pays un bienfait ; mais, d'un autre côté, des mesures violentes au début perdraient tout et nous engageraient dans une entreprise dont on ne peut exagérer les difficultés.

Heureusement les commandans espagnols, tant de l'armée de terre que de celle de mer, paraissent être des hommes de prudence et de modération, et jusqu'à présent ils ont montré un esprit de justice et de conciliation qui parle hautement en leur faveur.

Dans une longue conversation que j'ai eue avec l'amiral Rubalcaba, avant-hier, il exprima son opinion à ce sujet dans des termes presque identiques à ceux dont je me suis servi pour donner la mienne.

Signé, CH. WYKE.

Les difficultés inhérentes à l'établissement d'une monarchie dans un pays comme le Mexique, et plus que tous cela, peut-être, l'attitude pleine de réserve de l'Angleterre jointe à l'entrée de M. Doblado au ministère laissaient cependant espérer que les choses ne seraient pas poussées à l'extrême, et que dès lors on pourrait assez facilement s'entendre sur les termes d'un arrangement avantageux à tout le monde, quand cette espérance s'évanouit tout à coup sous le souffle des véritables passions qui avaient préparé et amené l'intervention.

PRÉLIMINAIRES DE LA SOLEDAD.

En parlant d'un arrangement que la nécessité imposait à tout le monde, nous comptions, il faut l'avouer, sur le bon sens des commissaires alliés, dont les noms, répétés par toutes les bouches, nous paraissaient une garantie à la quelle nous avons personnellement crue jusqu'au dernier moment.

La nomination du général Prim par l'Espagne, était en effet d'une éloquence capable de lever à elle seule bien des doutes. Nous ne voulons parler ici ni de ses antécédens, ni de ses relations de famille¹, mais il nous paraissait que le brave général devait arriver au Mexique comme doit le faire tout homme de cœur chargé d'une mission semblable à la sienne, sans parti pris à l'avance, sans préventions, et animé de dispositions plus favorables qu'hostiles.

Il nous paraissait encore qu'avant de se décider, il devait désirer voir et entendre par lui-même, et quelque bien disposé qu'il pût être,

¹ Le général Prim a épousé une mexicaine, Mlle. Agüero, nièce de M. Echeverria, ancien ministre des finances.